



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne Rhône Alpes  
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

DÉCISION n° 20240805-DEC-DACA0755

EN APPLICATION DE L'ARTICLE R.122-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT APRÈS  
EXAMEN AU CAS PAR CAS SUR LE PROJET DE MODIFICATION DES CONDITIONS  
D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE DE SABLES ET GRAVIERS DÉPOSÉ PAR LA  
SOCIÉTÉ HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS  
COMMUNES DES GRANGES-GONTARDES ET ROUSSAS

Le préfet de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014, notamment son annexe III ;

**VU** le Code de l'environnement, notamment le IV de son article L. 122-1, et ses articles R. 122-2 et R. 122-3 ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;

**VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

**VU** l'arrêté du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 1765 du 22 mars 1984 autorisant la société GRAVIÈRES SAINTE-AGNES à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune des GRANGES-GONTARDES, lieu-dit « Les Badaffres », pour une superficie de 9 ha 13 a 25 ca et une durée de 15 ans ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 245 du 24 janvier 1985 autorisant la société GRAVIÈRES SAINTE-AGNES à exploiter une installation de criblage, concassage de pierres sur le territoire de la commune des GRANGES-GONTARDES, lieu-dit « Les Badaffres » ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 781 du 26 mars 1993 autorisant la société CALLET CARRIÈRES à se substituer à la société GRAVIÈRES SAINTE-AGNES pour l'exploitation de la carrière susvisée ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 1109 du 08 avril 1994 autorisant la société CALLET CARRIÈRES à poursuivre l'exploitation de sa carrière située sur la commune des GRANGES-GONTARDES au lieu-dit « Les Badaffres » sur une superficie de 9 ha 13 a 25 ca, et à étendre son activité sur le territoire des communes des GRANGES-GONTARDES et ROUSSAS sur une superficie d'environ 13 ha 58 a 96 ca, pour une durée de 20 ans ;

**VU** le récépissé de déclaration n° 94/55 du 11 août 1994 relatif à un changement d'exploitant de la carrière susvisée, le nouvel exploitant étant la société REDLAND GRANULATS SUD ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 4263 du 21 novembre 1994 autorisant une modification des prescriptions d'exploitation de la carrière susvisée ;

**VU** le récépissé de déclaration n° 95/73 du 04 octobre 1995 relatif à un changement d'exploitant de l'installation de criblage, concassage de pierres susvisée, le nouvel exploitant étant la société REDLAND GRANULATS SUD ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2108 du 28 mai 1999 autorisant la société GRANULATS SUD à se substituer à la société REDLAND GRANULATS SUD pour l'exploitation de la carrière susvisée, avec constitution de garanties financières ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 02-1623 du 04 avril 2002 autorisant la société GRANULATS DE LA DRÔME à se substituer à la société GRANULATS SUD pour l'exploitation de la carrière et de l'installation de traitement susvisées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 05-3596 du 05 août 2005 autorisant une modification des conditions d'exploitation de la carrière susvisée ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 10-3271 du 9 août 2010 portant modification des conditions d'exploitation de la carrière sus-visée ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2013-270-0004 du 27 septembre 2013 portant autorisation de défrichement ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2014265-0073 du 22 septembre 2014 autorisant la poursuite de l'exploitation de la carrière sus-visée pendant une durée d'un an ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2015105-0012 du 15 avril 2015 autorisant la poursuite de l'exploitation de la carrière sus-visée pendant une durée d'un an ;

**VU** l'arrêté n°2016-948 du 29 août 2016 portant prescription de diagnostic archéologique et les arrêtés complémentaires n°2016-1289 du 13 décembre 2016 et n°2018-177 du 15 février 2018 modifiant ces prescriptions ;

**VU** l'arrêté n°2018-215 du 26 février 2018 portant prescription de diagnostic archéologique et attribution d'un diagnostic d'archéologie préventive ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 23 avril 2018 portant autorisation de destruction ou de perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces protégées, destruction, altération ou dégradation d'habitats d'espèces protégées par la société GRANULATS DE LA DRÔME dans le cadre du renouvellement et de l'extension de la carrière des Badaffres située sur les communes des Granges-Gontardes et de Roussas ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2018136-0009 du 16 mai 2018 portant autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers alluvionnaires par la société GRANULATS DE LA DRÔME sur les communes des Granges-Gontardes et Roussas aux-lieux-dits « Les Badaffres », « Les Esplanades » et « Les Grezes » ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°20240802-DEC-DACA0774 en date du 6 septembre 2024 portant autorisation de changement d'exploitant au profit de la société GSM lieux-dits « Les Badaffres », « Les Esplanades » et « Les Grezes » sur les communes des Granges-Gontardes et de Roussas ;

**VU** l'information du 18 novembre 2024 sur le changement de nom de la société GSM qui devient Heidelberg Materials France Granulats à compter du 3 octobre 2024 ;

**VU** le formulaire de demande d'examen au cas par cas n°2023 0674 déposé le 8 avril 2025 et considéré comme complet le 11 avril 2025 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 7 mai 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L. 171-8 et à l'article L. 122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que l'activité de traitement des matériaux est déjà présente au sein de la carrière ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions de suivi du site (poussières, bruit, piézomètres, certificat d'acceptation préalable, etc.) permettent de contrôler le respect des prescriptions liées à cette augmentation de puissance et au suivi des matériaux et déchets inertes entrant au sein de l'établissement ;

**CONSIDÉRANT** que la capacité de réception des matériaux et déchets inertes du BTP pour le recyclage ou en remblaiement du site restera au maximum à 100 000 t par an ;

**CONSIDÉRANT** que la remise en état restera identique et de type agricole après remblaiement partiel et naturelle au niveau des talus ;

**CONSIDÉRANT** la compatibilité des activités de recyclage de matériaux et déchets inertes du BTP avec le Schéma Régional des Carrières et le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

**CONSIDÉRANT** le développement du recyclage afin de limiter la consommation de granulats ;

**CONSIDÉRANT** les critères de l'examen au cas par cas figurant à l'annexe de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme

## **DÉCIDE**

### Article 1 : Décision

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de modification des conditions d'exploiter et d'extension de la carrière, présenté par la société Heidelberg Materials France Granulats objet de la demande déposée le 8 avril 2025, n'est pas soumis à **évaluation environnementale**.

### Article 2 :

La décision tacite d'évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'Environnement est retirée.

### Article 3 : Autres obligations

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

### Article 4 : Délais et voies de recours

Cette décision ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

### Article 5 : Publication

La présente décision sera notifiée à la société Heidelberg Materials France Granulats et sera publiée sur le site internet de la préfecture de la Drôme.

Fait à Valence, le **13 MAI 2025**

Le préfet,

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

